

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

SAMEDI  
20  
DIMANCHE  
21  
DÉCEMBRE  
1975

N° 64  
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

APRES  
LES MANIFESTATIONS  
DE JEUDI

## contre les inculpations la lutte se mène malgré la gauche

Lancinantes, les informations tombent qui, chaque jour, apportent de nouvelles arrestations. A ce jour, 45 personnes ont été inculpées par le juge Gallut, du fond du sinistre fort de l'Est, qui abrite la Cour de Sécurité de l'Etat. Jeudi soir, trois nouvelles personnes étaient emprisonnées : un étudiant de Mulhouse et deux militants de Lyon.

Le gouvernement, face à l'opposition officielle qui se couche lamentablement, poursuit son test. Il cherche en effet à créer l'habitude de ces agressions quotidiennes contre les quelques libertés dont jouissent encore les syndicalistes, les ouvriers, le peuple. Demain, quand sur une large échelle, des locaux de travailleurs en lutte seront perquisitionnés, quand on arrêtera comme on en a eu à Caen un avant-goût - des ouvriers en lutte et des syndicalistes révolutionnaires, le gouvernement espère que le pli sera pris, qu'il n'y aura pas de réaction, pas de lutte contre son action policière.

Mais le calcul est faux. Car, comme l'ont montré les journées d'action d'avant-hier et les manifestations qui se sont déroulées partout en France, les clivages s'accroissent. D'un côté, l'union de la gauche, les dirigeants réformistes et révisionnistes des syndicats, propagent

la soumission, s'évertuent à nous faire plier l'échine. Alors qu'en face, le camp grandit de ceux qui refusent, avec la perspective du programme commun, les atteintes intolérables aux libertés, le renoncement à la lutte, la dispersion. Et c'est bien là que réside la garantie d'une riposte réelle contre la bourgeoisie. C'est ce mouvement qu'il faut développer.

Et c'est cela que craint le PCF, comme le gouvernement. Le reportage publié dans l'Humanité de vendredi sur la manifestation de Paris est révélateur de cette crainte : il n'y est en effet pas question de la composante de la manifestation à Paris et dans la plupart des grandes villes de France, qui réclamait la libération des syndicalistes et des appelés emprisonnés. Révélateur aussi, dans la même page, un long article complaisant qui détaille les « malheurs des cadres », après le minidéplafonnement des cotisations de la Sécurité Sociale. Les cadres, qui faisaient semblant de manifester aux Invalides, étaient, pour le journaliste de l'Humanité « à la fois distincts des manifestants ouvriers et mêlés à eux ».

Quant aux militants qui manifestaient, l'Humanité, tout simplement, les nie, comme un fait gênant. Mais ce fait gênant, suite p.4

## LIBAN les phalanges relancent les combats

Les phalanges et les miliciens de Chamoun ont de nouveau repris leurs attaques, montrant clairement

qu'ils appliquent un plan américain visant la partition du Liban. Dans la banlieue-est de Beyrouth,

un village, Sebnay, a été attaqué au mortier par des forces de la droite.

suite p.8



## CONFERENCE NORD-SUD

la réunion de Paris s'est terminée hier matin.

## les problèmes de fond restent encore à débattre

C'est hier matin, vendredi 19 décembre à 5 heures, que s'est achevée la Conférence Nord-Sud. Comme tous les journalistes et observateurs s'y attendaient, celle-ci s'est terminée par un communiqué final qui ne définit pas les orientations générales et le mandat des commissions.

M. Boufflika déclarait sur ce point à l'Agence Algérie Presse Service : « Il ne s'agit pas de reprendre des débats qui ont déjà eu lieu. Il s'agit de proposer un ensemble de mesures concrètes permettant d'engager la communauté des nations dans un processus ordonné et soutenu de développement. Dans ce cadre, nous considérons que les travaux des commissions

ne peuvent s'articuler qu'autour du même thème central. Celui du développement des pays du Tiers Monde et que chaque commission, dans son propre domaine d'inter-

vention, devra étudier les voies et les moyens les plus adaptés pour permettre l'accélération du développement de ces pays. »

suite p.6



## LE NOËL DES OUVRIERES DE LA COFAL

elles  
fabriquent  
des jouets  
en peluche  
pour  
populariser  
leurs luttes

Depuis le 9 octobre, 14 ouvrières de Loches occupent leur usine. Loches compte 6 000 habitants. C'est une de ces vieilles villes de Touraine aux rues tortueuses dans lesquelles les paysans de la région venaient autrefois vendre leurs produits. A quelques jours des fêtes de Noël, la municipalité a fait poser des haut-parleurs qui diffusent de la musique dans tout le centre ville. « L'animation de la cité » compte beaucoup à Loches : le tourisme est une source de profit que la bourgeoisie locale chérit. Mais les résidences secondaires qui se multiplient à cause de la beauté du site, la recherche quasi-exclusive du débouché touristique, pour les jeunes qui cherchent du travail, cela veut dire l'exode dans les grands bagnes capitalistes où l'on ne sera pas sûr de trouver du travail. C'est ce qui explique la détermination avec laquelle les 14 ouvrières de la COFAL se battent pour conserver leur emploi.

suite p.5

la vie du journal

# DANS NOTRE COURRIER

## LE CAPITALISME A ASSASSINÉ MARY CLAUDE

*La lettre que nous vous envoyons reflète les sentiments de nombreux amis de Mary Claude, tous bouleversés et révoltés de la mort où l'a acculée le capitalisme. Cette lettre est longue, mais nous insistons tous pour que vous la passiez intégralement si vous le pouvez, même s'il faut pour cela attendre quelques jours. Bien que son combat ait été solitaire, nous la considérons comme l'une des nôtres.*

*Cette publication sera un encouragement pour tous ceux qui l'ont connue et qui s'affrontent aux mêmes ennemis. Que son exemple et sa mort soient un cri d'appel, comme il l'est pour nous, dans la lutte de tous vos lecteurs contre le capitalisme assassin.*

Depuis l'enfance, Mary Claude, enfant abandonnée, a connu tous les services de la DASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) où l'on cherche à transformer les enfants en « assistés », soumis aux valeurs bourgeoises. Mais Mary Claude ne se soumettra jamais à ces valeurs, ni dans les places de domestique où elle fut envoyée dès l'âge de 13 ans, ni peu après, dans la maison de correction, tenue par des religieuses et liée quand même aux services publics.

Là, on dresse les adolescents à l'humilité, à l'obéissance, au respect des puissants du système bourgeois, par le pain sec, le cachot, la quarantaine, l'incitation à la délation. Mary Claude faisait des fugues, sachant que se faire expulser était le seul moyen d'échapper à cet enfer (entre autres aux avances des bonnes sœurs...). On envoie alors la police la rechercher : interrogatoires pour lui faire avouer avec qui, chez qui, elle est allée, en la frappant, en braquant des lumières plusieurs heures dans ses yeux (elle a 14 ans). Elle ne céda jamais, ça aurait été une trahison. La gynécologue attachée à la « maison » vérifiait aussi chaque fois sa virginité en la soumettant de même à des interrogatoires policiers.

Lors d'une fugue avec un jeune Espagnol, on les prend en flagrant délit de vol dans un Prasonic. Tous les deux sont au chômage, totale-

ment démunis, et Mary Claude est enceinte. Lui, on l'expulse de France, les empêchant ainsi de se marier. Elle, on l'envoie dans une « maison maternelle », dans une autre ville, accoucher sous un faux nom. Là, on encourage les mères célibataires à abandonner leurs enfants. Mary Claude refuse d'abandonner sa fille. Dans le foyer où elle revient, en attendant de trouver du travail, on veut bien la nourrir, elle, mais pas sa fille... Quand sa fille a 6 mois, les bonnes sœurs trouvent que Mary Claude ne s'occupe pas bien de sa fille : elle va voir la télé le soir quand sa fille dort, elle fugue en emmenant sa fille, donc on la considère comme une mauvaise mère, pour ne pas dire un putain. Un jugement alors lui retire la garde de sa fille en 68.

Ensuite, la « malchance » s'acharne sur elle. On ne lui redonne sa fille que si elle trouve un bon travail. Mais, Mary Claude n'a pas son certificat d'études, et de toute façon les patrons débauchent pour un oui ou pour un non. Les assistantes sociales lui reprochent alors de n'être pas stable dans ses places, mais lui demandent de gagner plus, d'avoir des cheveux moins longs, d'être habillée « comme il le faut » etc... Il y aura toujours des enquêtes de police pour vérifier sa moralité, pour l'effrayer sans cesse. Enfin, elle trouve une place « stable » comme employée de blanchisserie - cadences infernales, salaire de misère - mais tout ce temps-là, la pensée de sa fille la soutient et lui fait accepter les pires conditions de travail et de vie.

« Malheureusement » - les machines sont vieilles, défectueuses, les patrons le savent - sa main droite se prend dans une pesse, elle est écrasée et brûlée, irrécupérable. Comme c'est un accident du travail - mais l'employeur ne sera jamais inquiété pour ses machines et Mary Claude ne pourra toucher des dommages - on la mettra dans des centres de rééducation où elle pourra rattraper son travail scolaire. Malgré les propos méprisants de son assistante sociale, qui la juge trop bête pour être instruite, Mary Claude s'acharne au travail et réussit. Et pourtant, les conditions de ce centre, situé loin de sa fille sont celles d'une prison, et Mary Claude, y sera toujours mal vue, comme

une rebelle. Elle subit un 2<sup>e</sup> centre, une deuxième année, même chose.

Enfin libérée avec un certificat d'aide-comptable, elle croit qu'elle va retrouver du travail, et donc sa fille. Mais qui veut d'une handicapée de la main droite ? On sait que les entreprises préfèrent payer l'amende plutôt que d'embaucher le pourcentage d'handicapés obligatoires selon la loi. Elle ne sera pas reprise non plus dans son ancienne blanchisserie, celle-ci ayant fait faillite. Les services pour le reclassement des handicapés accidentés du travail ne seront pas capables de lui trouver même un travail à mi-temps, et d'ailleurs les enquêtes sont toujours tellement faites dans l'esprit de lui faire revivre un passé de coupable, qu'elle y renonce, craignant qu'on en profite pour ne pas lui rendre sa fille. Mary Claude va donc rester un an et six mois sans travail, avec 250 F par mois dont elle donne 100 F à la DASS pour avoir un droit à retrouver sa fille. (non « consolidation » de son handicap, lenteurs médicales et administratives : elle ne touche toujours pas de pension). Pendant tout ce temps, elle n'aura droit de voir sa fille qu'une fois par semaine, et encore chez les parents nourriciers. Sa seule chance : ces derniers sont un couple d'ouvriers qui la soutiennent, l'encouragent à « tenir », voyant bien que l'injustice sociale de notre système est la cause de tout son malheur. Ils élèvent l'enfant dans l'amour de sa mère et font tout pour assurer au mieux la transition lorsque la petite rejoindra sa mère. En novembre dernier, un centre dit « protégé » pour handicapés s'ouvre dans la ville. La candidature de Mary Claude a été retenue, mais, en définitive, elle n'est pas reconnue comme assez rentable. En effet, les adultes y sont payés « au rendement » !

Dans sa solitude, et parce qu'elle sent que les prisonniers sont la plupart des victimes, comme elle, de la société, Mary Claude a accepté d'écrire à un prisonnier. Celui-ci s'éprend d'elle et veut l'épouser. Dans le même temps, elle a entrepris de nouvelles démarches pour récupérer sa fille, puisqu'elle a enfin obtenu une pension, un peu inférieure au SMIC. Mais le juge chargé de son affaire n'accepte pas ces relations (encore épistolaires) : il la presse de rompre. Mary Claude, de

plus en plus affolée, qui pressent qu'on mettra tous les obstacles à la restitution de sa fille, cède. Mais pas avant de s'être convaincue elle-même que c'était raisonnable, et en avoir loyalement discuté avec son ami. Mais le juge n'est pas satisfait, il faudrait aussi qu'elle dise que ce prisonnier est un salaud. Le juge, garant des valeurs bourgeoises, usera tout naturellement de son immense pouvoir pour l'écraser et écraser la dignité de Mary Claude. Mais Mary Claude refuse de céder : elle ne reniera pas tout ce qui a toujours fait sa force et sa valeur : sa profonde solidarité de classe. Alors, comme « punition » et abusant de son pouvoir, le juge lui fait croire qu'elle ne pourra plus sortir sa fille le mercredi et qu'elle ne récupérera pas sa fille avant plusieurs années, et encore...

Les pressions, les chantages, les tortures de toutes sortes qu'elle a subies de la part de tous les représentants de l'ordre bourgeois ; le chômage, la solitude, le dénuement complet n'ont jamais pu entamer son intégrité de classe, ses principes moraux de désintéressement total et d'entraide, mais le chantage du juge a fini par briser le seul rapport qui la maintenait en vie ; l'espoir de retrouver avec sa fille, espoir qui se confondait pour elle avec celui d'être enfin utile à la société. Mary Claude se suicide, mais après s'en être « excusée » dans une lettre auprès de ses amis :

*« Je viens vous dire adieu, je n'en puis plus, la vie sans C... (sa fille) n'est pas envisageable pour moi, jusqu'ici j'ai essayé de garder courage, mais là je flanche, c'est la solution de facilité peut-être pensez-vous, mais qu'importe, je suis à bout... »*

*...Allez la voir (sa fille), j'ai mal pour elle, mais la vie pour moi est devenue impossible, comprenez-le, restez sur un bon souvenir de moi, je vous remercie de toute la gentillesse que vous avez eue pour moi... »*

- o A bas la justice de classe !
- o A bas le capitalisme assassin !
- o Vive la révolution prolétarienne !

### communiqué

Face à la montée de la répression et de l'exploitation en Argentine, contre laquelle le peuple argentin mène une lutte héroïque, s'est formé le « Comité de soutien aux luttes du Peuple Argentin » (CSLPA), avec l'appui des organisations et publications suivantes : Ligue Communiste Révolutionnaire, Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire, Organisation Communiste Révolutionnaire, Parti Communiste Révolutionnaire, Parti Socialiste Unifié, Politique Hebdo.

Pour répondre à cet objectif, son action sera orientée autour de trois axes d'intervention articulés entre eux :

1) Dénoncer la répression à laquelle est soumis le peuple argentin, c'est-à-dire, contribuer à l'isolement international du gouvernement argentin, et venir en aide aux victimes de la répression.

2) Démasquer le rôle de l'impérialisme français et la complicité du gouvernement giscardien avec la bourgeoisie argentine en France, présence des multinationales françaises en Argentine : Renault, Peugeot, Pechiney, etc...

3) Informer sur les luttes en Argentine, et assurer le plus possible une liaison entre elles et les luttes en France.

En effet, malgré les assassinats, les opérations militaires, les emprisonnements, l'effondrement du pouvoir d'achat (plus de 300% d'inflation en 1975) et l'anarchie économique, les grèves se multiplient, et les luttes sous toutes leurs formes continuent. Le CSLPA lance un appel à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte du peuple argentin, pour la mobilisation la plus large autour de ces objectifs.

Paris le 17 décembre 1975

CSLPA

94 rue Notre Dame des Champs  
75006 PARIS

#### DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h. 30 à 13 h.

c'est la société qui est remise en cause.

c'est ça qu'il faut changer !

*J'ai pensé à vous écrire un article. Je prends l'exemple de ma mère qui actuellement est hospitalisée, elle est revenue chez moi, elle est restée 3 jours, elle a fait à nouveau une dépression nerveuse, elle voulait se suicider en se jetant par la fenêtre. Ce qui la poussait à se suicider, c'est parce qu'elle pense que jamais elle guérira, mais il ne faut pas penser ainsi, il faut réagir et prendre conscience, car en fait c'est la société qui est remise en cause, car elle est pourrie. Actuellement on va peut-être lui faire une cure de sommeil, on va l'envoyer à la campagne pour qu'elle change d'air, mais si elle est malade, c'est parce que nous vivons dans une société où les loisirs sont quasiment inexistantes, et de plus, c'est une femme qui travaille pas et qui reste au foyer, c'est cela qui la déprime.*

*Nous vivons dans un monde capitaliste où la loi du profit règne, c'est ça qu'il faut vraiment changer. C'est de plus la médecine bourgeoise qu'il faut remettre en cause, car les malades qui sont dans un hôpital sont comme dans une prison, on les enferme à clé, il fait une chaleur atroce, ils n'ont pas le droit d'ouvrir les fenêtres, ils n'ont pas de distractions on les réveille tôt le matin à 7 heures.*

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19 CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de publication : Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

EN AVANT  
POUR LE 12  
PAGES  
SIX JOURS  
PAR  
SEMAINE

#### JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Non .....  
Profession .....  
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

je  
souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

# LES FOYERS SONACOTRA EN LUTTE

Gérard PRIVAT

## Non aux foyers prisons Non aux gérants flics !

Quand on parle des foyers Sonacotra, il serait plus juste de dire «prisons Sonacotra». Tout est organisé pour parquer les travailleurs dans ces foyers : ils se trouvent en général en dehors des agglomérations, entourés de grillage, voire de barbelés. A l'intérieur, pas de possibilités de contact, de discussions, c'est le cloisonnement total. A Bagnolet, même les cuisines sont séparées en deux : ce qui fait que les 14 résidents d'un côté de l'étage ne rencontrent pas les 14 de l'autre côté.

Les gérants sont triés sur le volet. En général, des anciens flics ou ayant fait les guerres coloniales. Ils sont choisis par la Sonacotra pour «leur connaissance des habitudes et du caractère des immigrés». Comme tout bon flic, ils écoutent, surveillent, expulsent, essaient de soudoyer des résidents. Depuis le début de la grève, ils ont multiplié les provocations. Celui de Nanterre avait remis «sa tenue de parachutiste» et avec son chien policier, s'était mis devant la porte pour intimider les grévistes. A Colombes, un gérant acceptait de donner une chambre moyennant un «pourboire» allant jusqu'à 1 000 F.

La Sonacotra poursuit un double objectif :

1°) Parquer les travailleurs immigrés pour les surveiller, les contrôler,

2°) les exploiter par toutes sortes de moyens. Dans les foyers, c'est un véritable racket qui est organisé : la loi prévoit des chambres de 11 m<sup>2</sup> au minimum, or, le plus qui existe, c'est 9 m<sup>2</sup>. Mieux, à Sevran, par exemple, des chambres ont été coupées en deux par une cloison en contreplaqué. On s'imagine la vie d'un résident disposant d'une chambre de 2 mètres sur 2. La Sonacotra, elle, multiplie ainsi ses bénéfices par deux. C'est en tout 6,5 milliards qu'elle encaisse chaque mois avec ses 250 foyers en France.

«Ce qu'on veut, c'est des logements confortables, pas chers et où l'on soit libre. En cela, nos revendications rejoignent celles des travailleurs français. Nous disons non aux logements séparés pour

les travailleurs immigrés. Nous en avons assez d'être traités comme des bêtes qu'on parque et qui n'ont pas le droit d'ouvrir leur bouche». C'est un résident du foyer Romain Rolland qui parle. Il exprime la volonté de tous les résidents en grève, comme cet autre qui dit : «L'article 9 de leur règlement intérieur, ils l'ont appliqué. C'est arrivé qu'ils expulsent des camarades en pleine nuit et en

plein hiver, parce qu'il ne plaisaient pas au gérant».

Pas le droit de recevoir des amis ou des parents, division totale entre les résidents et avec les travailleurs français, loyers chers, surveillance policière jour et nuit, expulsion au moindre faux-pas... Voilà ! C'est la vie de tous les jours dans les foyers Sonacotra. C'est contre cela que les résidents de toutes les nationalités ont engagé la lutte.



## «pour nous le pcf ou le gouvernement c'est la même chose»

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas très bien vu le P.C.F. dans les foyers en grève. Faut dire qu'il y a de quoi. Dès le début, la direction de la CGT de la Seine St Denis, dans les mains du PCF, a voulu s'imposer comme représentant les deux foyers du département. Ils se sont autoproclamés «comité départemental» et ont négocié avec la Sonacotra sans en avertir le comité de Romain Rolland. Ces tractations secrètes se sont conclues par la signature d'un «protocole d'accord» qui ne contient aucune des revendications pour lesquelles se battent les résidents.

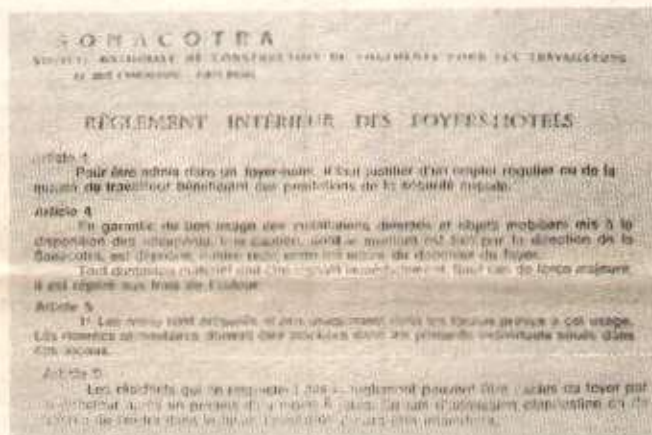
Comme le dit un délégué en colère : «On a vite compris ! Quand ils ont sorti un tract, il y avait juste quelques mots sur nous et tout le restant, c'était leur point de vue à eux. On sait que de toute façon, on ne les intéresse pas, ils nous l'ont dit. Quand on est allé à l'Union Départementale CGT de la Seine-St-Denis, Jean Ballanger, le permanent nous a déclaré tout net : «Il y a assez comme ça de travailleurs immigrés dans le département». Ces propos chauvins et racistes, on les retrouve dans d'autres municipalités «communistes». A Montreuil, par exemple, lors du recensement, la mairie a fait plaquer une affiche qui disait : «Le taux de 10 % de population immigrée est dépassé. Il faut le réduire car ça risque de poser des problèmes». Tu vois, camarade, pour nous, le PCF ou le gouvernement, c'est la même chose». Le délégué qui vient de parler sait à quoi s'en tenir, mais il ne se fait pas de souci, car

dit-il : «En ce moment, ils distribuent des tracts dans les foyers. Ils essaient, en accord avec la Sonacotra, d'imposer leur protocole bidon. Il faut prévenir les camarades dans tous les foyers, leur dire de se méfier, et de prendre contact avec les résidents de la région parisienne». Un autre intervient : «Ils veulent nous diviser. Les camarades de Chausson, ils ont bien vu : les dirigeants de la CGT voulaient faire les piquets de grève la nuit pour les immigrés et le jour pour les Français. Le PCF, c'est pareil ! Il ne veut pas l'égalité des droits pour les travailleurs, mais un statut spécial pour les immigrés. Ce qu'ils voudraient, c'est nous imposer leur point de vue. Ça, on ne l'acceptera jamais». Cette dernière remarque est très bien illustrée par la façon dont l'«Humanité» parle de la

grève : lors de la signature du protocole bidon, un grand article chantant victoire et louant la direction de la CGT, puis un très mince entrefilet, quelques temps après, pour dire que la lutte continue et enfin refus de passer le dernier communiqué du comité de coordination (tout comme les autres journaux d'ailleurs).

Les travailleurs, résidents des foyers, ont raison de se méfier du PCF et de ses hommes dans la CGT. C'est sur leur plateforme qu'ils sont unis, il n'est pas question pour eux, d'accepter la tutelle des révisionnistes.

Comité de Coordination  
56 rue de la Fontaine au Roi  
75011 PARIS



### la grève des loyers, c'est aussi une lutte pour l'unité de tous les travailleurs

Il y a quelques années, la politique de la bourgeoisie était de parquer les travailleurs immigrés par nationalités, espérant ainsi les tenir plus à sa merci. Elle n'a cependant pu empêcher des luttes par ce moyen et d'autre part, les capitalistes se sont rendus compte de l'énorme source de profit que représente le «logement» des travailleurs immigrés. C'est pourquoi, ils ont opéré des grandes concentrations dans des foyers-prisons.

«Ici, par exemple, dit un délégué de Romain Rolland, 124 Africains noirs sont venus d'un foyer-taudis démolit de Saint-Denis avec les Marocains du foyer Penarroja et des Portugais du bâtiment. Ils avaient tous mené des luttes dans leurs anciens logements. La Sonacotra a tout fait pour monter les nationalités les unes contre les autres et elle y est parfois parvenue, comme à Villejuif. Ils pensaient que les différentes nationalités ne parviendraient pas à s'entendre entre elles. Ça leur est retombé sur les pieds ! C'est parce qu'ils nous ont tous mis ensemble, et qu'en fait, on avait plus de possibilités d'entamer des discussions, de voir que Africains, Maghrébins, Yougoslaves, Portugais... on avait le même ennemi».

Cela ne s'est pas fait d'un seul coup. Il a fallu mener la lutte pas à pas contre le féodalisme, contre les idées fausses, contre les manœuvres et provocations des directeurs de foyers.

La lutte contre la division, c'est aussi contre la séparation des travailleurs immigrés d'avec les Français. C'est dans ce sens que les résidents en grève popularisent largement leur lutte dans les cités HLM et appellent les travailleurs français à les soutenir. C'est aussi pour cette raison qu'ils s'opposent aux logements séparés : les travailleurs français dans leurs HLM et les immigrés dans les foyers-prisons.

«Ici, dit un gars de Bagnolet, il y a 16 nationalités différentes et on est tous la main dans la main. Il faut que ce soit pareil avec tous les travailleurs».

### LE FONDS D'ACTION SOCIALE

Le FAS, c'est soi-disant, un organisme «d'action sociale». En fait, c'est une organisation de racket des travailleurs. Ce fonds est alimenté par les cotisations retenues sur les salaires des immigrés avec le titre des allocations familiales. La moitié de ces cotisations sont dirigées vers le pays d'origine (théoriquement pour les familles) et l'autre moitié est versée au FAS. Cet argent, en principe, le FAS devrait l'employer pour l'accueil, l'hébergement des travailleurs immigrés. Mais, c'est ce qu'il fait, affirme-t-il. Effectivement, le budget de la Sonacotra est alimenté par 31 % par le FAS. Autrement dit, les foyers Sonacotra sont «construits pour l'essentiel avec l'argent des travailleurs immigrés. Seulement quand ils prennent une chambre dans un foyer (de toute manière, ils sont bien obligés, on leur refuse les autres logements) ils repaient en moyenne une somme de 270 F pour une pièce sans confort de deux mètres sur deux.

Mais, comme le dit Mr Mengin (du parti socialiste), directeur du logement à la Sonacotra : «Ce n'est pas un loyer que nous leur demandons, c'est une participation aux frais de gestion». Evidemment, ça change tout !

**politique**

**la lutte contre les inculpations**

*suite de la page une*

lui, est amené à grandir.

Sur la double question de la défense des libertés et du mouvement à construire pour faire reculer la bourgeoisie, il faut pour cela affirmer la rupture d'avec l'union de la gauche, d'avec le révisionnisme. C'est une condition indispensable de l'avancée. Après les nouvelles journées-souppes d'action et la caricature de manifestation pour les libertés, cette nécessité apparaît encore, si besoin était, plus évidente. La politique qui vise à faire pression, à courir aux basques de ceux qui, de toute évidence sont des ennemis des libertés, ne peut en effet que mener à l'impuissance.

Ceux qui, aujourd'hui, sont particulièrement révoltés par les arrestations actuelles doivent fonder leur combat dans la lutte la plus large pour les libertés démocratiques.

Paul Lefort

**MANIFESTATIONS DE JEUDI : l'attitude de la "gauche" dénoncée**

Deux voies se sont nettement affirmées dans toutes les manifestations de jeudi soir : celle de la lutte sans concessions contre l'offensive de la bourgeoisie regroupant les travailleurs, les révolutionnaires

et de nombreuses organisations de la CFDT, et celle de la collaboration, du programme commun, de la gauche. La lutte a partout été vive :

CFDT et des révolutionnaires la semaine dernière. Le représentant du PCF ainsi d'ailleurs que celui de la CGT, n'ont pu terminer leurs prises de paroles, couverts qu'ils étaient par les mots d'ordre pour la libération des emprisonnés.

échec pour lui car, non seulement il n'y parvient pas mais de plus il doit répondre de ses actes devant ses propres militants en désaccord.

nistes du PCF quand un membre de leur comité central déclare à Caen : « Il faut choisir son camp, il n'y a pas de troisième voie, mais seulement une lutte dans la paix civile et les libertés », pendant que ses compères attaquent les militants révolutionnaires comme à Nancy, Chalons-sur-Mame...

A Nancy comme à Caen la CGT parle de « reconsidérer les actions communes avec la CFDT ».

Drôle de conception des « libertés » ont les révision-

De nos corr. locaux



● A Besançon, la gauche a carrément refusé de participer à la manifestation sous prétexte que la CFDT refuse de se séparer des « groupes ultra-minoritaires ». Malgré cette trahison, autant de monde que la semaine dernière s'est rassemblé avec en tête les ouvriers de Métal-plastique licenciés.

● A Bordeaux, deux manifestations dont celle de la CFDT

représentait plus de la moitié à elle-seule (5 000). A l'arrivée du cortège de la CFDT, la CGT distribuait un tract attaquant ceux qui « ne respectent pas les accords passés ». Il est vrai que c'est devant la colère des militants que l'UD-CFDT a rompu les accords passés la veille sous la pression de la gauche.

● A Caen, également deux cortèges, au total bien moins importants que celui de la

● A Metz, 1 500 personnes au départ. La CGT essaie de virer la voiture sonde de la CFDT de l'avant de la manifestation. Deux cortèges se forment séparés de 500 m.

● A Orléans, mobilisation importante. 2 000 personnes avec les boîtes en lutte en tête : « Les coussinets minces » et les « Nouvelles Galeries ».

● A Strasbourg, la gauche tente d'annuler la manifestation. Ils annoncent la dissolution du rassemblement et... le cortège démarre quand même, laissant sur place 50 irréductibles.

● A Nancy, le PCF agresse les marxistes-léninistes et tente d'expulser tous ceux qui ne sont pas d'accord avec ses mots d'ordre. Double

**LAROZE MET LES CHOSES AU POINT**

Sous la pression des sections CFDT, qui n'acceptent pas que les syndicalistes emprisonnés et les soldats soient sacrifiés à la façade d'unité de la gauche, Maire a fait, dès la manifestation d'avant-hier à Paris, des réserves. Il y revient dans une interview au « Monde » d'hier, disant que « l'attitude de la CGT traduit une régression sérieuse » par rapport à l'unité CGT-CFDT et il lui reproche « de ne pas être sur une ligne unitaire, mais sur la ligne du parti communiste ».

Il ne fait effectivement pas de doute que la direction de la CGT est inféodé à la ligne révisionniste du PCF. C'est d'ailleurs ce qui motive une réaction violente de Laroze, de la CGT qui a déclaré que les « attaques de Maire contrastent avec l'unité et la clarté de la manifestation ». La direction CGT ne manque pas de souffle ! Elle parle d'unité et de clarté alors qu'on a pu voir à la manifestation combien étaient grandes les aspirations à défendre les emprisonnés, non seulement dans les rangs de la CFDT, mais aussi chez les syndiqués CGT eux-mêmes. Dans ces conditions, il n'y a que l'Humanité de vendredi pour oser parler « d'unité ».

**la majorité et les libertés : UN PROJET DE LOI MUSCLÉ**

La question des libertés est depuis quelques mois l'enjeu d'une âpre concurrence entre partis bourgeois de droite et de gauche, chacun y allant de sa proposition. Jeudi, c'était au tour des partis de la majorité présidentielle de déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale

*Si les partis de la majorité viennent de présenter une proposition de loi sur les libertés en commun, pour faire front face à l'opposition, cela ne met pas un terme à leurs contradictions. Côté Républicains Indépendants, une commission de juristes, de hauts magistrats avait été désignée en juillet 74 pour étudier « un code des libertés fondamentales ». Guéna et Chirac avaient récemment lancé l'UDR dans une réflexion sur les libertés et une campagne d'explication. Ces groupes n'ont pas renoncé à poursuivre séparément leurs campagnes sur cette question des libertés. De son côté Edgar Faure se prononce pour la suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat, ce qui n'est pas inclus dans la proposition commune. A 17 h hier midi, il confiait que « ceux qui parlent le plus des libertés, même s'ils croient bien faire n'en sont pas les meilleurs défenseurs » Poniatowski aura certainement saisi l'allusion.*

leur proposition de loi pour un code des libertés. Est-ce un hasard si cette question est débattue, au moment où on constate de graves atteintes aux libertés démocratiques : arrestations d'appelés, de syndicalistes, perquisi-

tions, licenciements d'ouvriers grévistes, etc.

La proposition de loi de la majorité va-t-elle contre ce renforcement de la répression ? Certains articles paraissent reprendre en compte les préoccupations des travailleurs. Mais ce n'est là qu'un masque, puisque ce sont les mêmes qui ont organisé et encouragé les licenciements, les responsables du million et demi de chômeurs, qui ont le front de parler de droit au travail.

Cette proposition de loi a un autre objet, le renforcement de l'arsenal répressif, la mise en avant de l'élargissement des libertés n'ayant d'autre fonction que de le camoufler.

Sous l'aspect libéral, des dispositions répressives nouvelles faciliteront la répression contre les luttes. Ceci se manifeste dans plusieurs domaines :

o **ENSEIGNEMENT** : « article 15. L'enseignement implique l'objectivité du savoir... Il est incompatible avec toute forme de propagande et doit demeurer hors de toute emprise politique ou économique ». Une telle disposition n'a d'autre but que d'éliminer de l'enseignement ceux qui refusent de se plier au programme d'enseignement bourgeois, le dénoncent et dévoilent les tares de la société capitaliste.

o **NON-VIOLENCE** : « article 20. La justice... n'est au service d'aucune idéologie, d'aucun parti, d'aucun groupe, ni d'aucun intérêt ». Voici rappelé aux juges du Syndicat

de la Magistrature qu'ils n'ont pas à contester la loi bourgeoise, à la remettre en cause.

o **LIBERTÉ D'EXPRESSION** : « article 42. Est interdit sur la voie publique ou dans un lieu public, tout attroupement armé ainsi que tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique ». C'est la possibilité d'interdire toute manifestation.

o **DROIT AU TRAVAIL** : « article 52. Toute cessation concertée du travail n'est licite que pour des motifs professionnels... Est considéré com-

sonnel et à bulletin secret est organisé sous le contrôle d'un magistrat ».

Avec une telle loi l'employeur pourra s'il le veut, organiser chaque jour des votes à bulletin secret pendant les grèves, et les truquer, faire participer les cadres aux consultations. Les piquets de grève seront prohibés. Un autre article interdit l'occupation des entreprises.

En élaborant ces propositions, la bourgeoisie se donne de nouvelles armes pour affronter les luttes des travailleurs.

Nous devons nous opposer à ces atteintes aux



« La République n'autorise ni ne tolère aucune forme de violence » ( article 19 du projet de loi ).

me atteinte à la liberté du travail toute menace de violence ayant pour objet d'empêcher un travailleur d'accomplir son travail.

A la demande d'un syndicat, de la majorité des délégués du personnel ou à celle du directeur de l'entreprise, le personnel est appelé à se prononcer par un vote sur la reprise du travail. Le vote, per-

libertés que nous avons arrachées : droit de grève, de manifestation, etc..

Il ne faut laisser à la bourgeoisie la liberté de poursuivre la répression. C'est en la contreignant à respecter nos droits que nous permettrons que se développe le mouvement d'ensemble.

Serge Livet

**en bref**

Les sections syndicales SGEN-CFDT, SNETAA-FEN, SNETP-CGT du CET Marcel Cachin-Saint Ouen, protestent avec indignation :

- contre l'arrestation, l'inculpation et l'incarcération de plusieurs dizaines de militants syndicaux et politiques et de soldats du contingent ;
  - contre les perquisitions dans les locaux de la CFDT.
- Elles exigent :
- leur libération immédiate ;
  - l'arrêt de toute poursuite et qu'aucune sanction ne soit prise à leur encontre ;
  - le droit des soldats à l'ensemble des libertés démocratiques, y compris leurs droits de citoyens, d'expres-

sion et d'organisation.

Cette répression n'est, en effet, qu'un des aspects de la politique répressive du pouvoir et du patronat qui s'ex-

- prime aussi ;
  - par le licenciement de délégués syndicaux comme à Paris-Rhône ;
  - par les sommes énormes demandées aux syndicats en dommages et intérêts pour faits de grève, à Renault et Air France, entreprises nationalisées...
  - par des perquisitions chez des militants syndicaux par fait de grève comme à Blaupunkt à Caen.
- Pour y faire face, l'unité de toutes les organisations ouvrières doit être réalisée sans préalable sur ces points.

**HAUSSE LIBRE POUR LES LOYERS D'HLM**

Après la hausse de l'essence, celle du fuel domestique à la rentrée (donc des charges), celle du tabac prévue pour janvier (le paquet de Gauloises à 2 F, soit 17 % d'augmentation), ce sont les loyers des HLM qui vont monter en flèche. Dans le cadre de sa lutte sans merci contre la hausse des prix, Fourcade vient d'autoriser les organismes de HLM qui le jugeront nécessaires à augmenter, sur l'année, leurs loyers de plus de 7,5 %. Déjà, certains organismes s'étaient autorisés des augmentations de plus de 10 %, ce que le ministère avait admis sous le prétexte de résorber le déficit des HLM. Le post scriptum de ce décret est particulièrement cynique : « les organismes de HLM seront attentifs aux cas individuels si souvent dramatiques des locataires en difficultés ».

**LA TOURNÉE DE CHIRAC DANS LES « D. O. M. »**

Lundi 22, Chirac sera à Fort de France, à la Martinique. Il se rendra aussi en Guadeloupe et visitera enfin, le 24, la Guyane.

Ce voyage n'a pas pour but de lui faire goûter les charmes des colonies en hiver. Il marque le renforcement de la politique coloniale de l'impérialisme français. Mais il se heurtera à la volonté profondément ancrée chez les peuples des Antilles d'en finir avec l'exploitation coloniale. En Guyane, l'objectif de Chirac est de contrôler la mise en œuvre du plan Stirn de colonisation à outrance. Mais, là aussi, la lutte de libération nationale du peuple de Guyane ne facilitera pas cette entreprise d'exploitation honteuse qui prévoit l'implantation massive de colons dont des « réfugiés » cambodgiens et vietnamiens.

## LE NOËL DES OUVRIÈRES DE LA COFAL

SUITE DE LA UNE

Loches, jeudi matin.

Dans la rue Lobin, une banderole est accrochée : «usine occupée». La COFAL, c'est une petite usine de confection, un gros atelier plutôt. En 1971, Faigoux, le patron embauche une vingtaine d'ouvrières. Pour la plupart, elles ne connaissent pas les tarifs légaux d'embauche, et trois ans plus tard, lorsqu'après une première faillite, Raillon, le comptable, qui devient patron, les payent au-dessous du smic, il ne se passe rien. Raillon tire profit de la méconnaissance des ouvrières de la région jusqu'à en embaucher une sans lui payer la sécurité sociale.

Les commandes ne manquent pas et pourtant, en octobre de cette année, la liquidation de la boîte est annoncée. Faillite ? Pas le moins du monde, il semble que la liquidation de l'entreprise soit le fruit d'une rivalité entre l'ancien patron et le comptable qui le remplace. Toujours est-il qu'on annonce aux 17 ouvrières qu'elles

doivent trouver du travail ailleurs. Puisqu'il n'y a pas motif de licenciement économique, elles savent ce que cela veut dire : aller mendier une place chez les concurrents, Herner-Dinnger qui les embauchera avec déqualification et perte de salaire.

Elles décident de lutter, depuis trois mois, elles forment un groupe uni et décidé à vaincre. Entre les jeunes qui sont les plus nombreuses et les anciennes, on se serre les coudes. «Au début, me dit la déléguée, nous pensions que nous lutterions huit jours et que nous lâcherions, mais vous voyez, nous avons tenu».

Dans l'atelier où elles se sont regroupées pour travailler, l'ambiance est détendue, tout en fabriquant les animaux en peluche qu'elles donnent en échange du soutien financier extérieur, elles discutent : «Nous n'étions pas syndiquées au départ, c'est la première chose que nous avons faite, nous avons monté la CFDT et puis

nous avons décidé de ce qu'il fallait faire.

— Claude : Aujourd'hui, vous produisez des jouets en peluche, vous tenez des meetings, demain, vous allez à un gala de soutien, comment en êtes-vous arrivées là ?

— «Ce que nous avons craint le plus, c'était l'isolement, nous ne sommes que quinze, tout cela c'est

ce que nous avons fait. A l'époque des fêtes, il nous est apparu attrayant et intéressant de faire des jouets. Le résultat ne s'est pas fait attendre, les travailleurs de Caron-Ozanne sont venus et aussi les travailleurs de la région. Le soutien financier nous sert bien sûr à tenir puisque nous n'avons plus de salaire».



A l'exemple de ceux de Lip et d'Everwear, les ouvrières de la COFAL ont repris la production pour populariser leur lutte.

passé très vite. Nous avons décidé de populariser, l'idée qui nous est venue tout de suite, c'est que, pour faire connaître notre lutte largement, il fallait produire, c'est donc

— Claude : Le fait que vous soyez des femmes, mères de famille parfois, a-t-il posé des problèmes ?

— «Ah, dans certains cas, il a fallu batailler ! Les maris trouvaient que ça

durait trop longtemps, mais, à chaque fois, on leur a expliqué et ils ont compris. Cependant, pour certaines d'entre nous, ce n'est pas gagné».

— Claude : Qu'envisagez-vous pour l'avenir ?

— «Demain, tu vois, nous organisons un gala de soutien avec une projection de film et ce n'est pas fini, nous continuerons la popularisation, car c'est essentiel. Cela dit, une solution est en vue, bien que le patronat local s'accorde pour qu'il n'y ait pas un nouveau concurrent qui s'installe, il y a un industriel qui veut racheter la boîte».

Occupée à la fabrication d'un lapin en peluche, une jeune ouvrière s'exclame : «Oui, mais cette fois-ci, ça ne sera pas comme avant !»

«En effet, dit la déléguée, nous avons posé comme condition la reconnaissance du droit syndical et le paiement dans les tarifs de confection».

— Claude : Qu'est-ce qui a changé pour vous ?

— «Pour nous, ça a été le réveil, il y a du sommeil dans les petites boîtes, on se laisse trop faire. Là, tout d'un coup, ça a été la révolte, on s'est dit, quitter l'usine ? Et le patron en profitera ! Rester isolées ? Et on sera vidées, voilà pourquoi nous avons pris les moyens de gagner et nous gagnerons ! Oui, ajoute-t-elle, il faut que dans les boîtes de la région, il y ait un réveil : il y a beaucoup de boîtes dans la région où il y a des menaces de licenciements, il ne faut pas laisser faire cela !»

Pour soutenir la lutte des travailleuses de la COFAL : Écrire à COFAL 4, rue Lobin 37 - LOCHES

En échange de votre soutien, les ouvrières vous enverront ce qu'elles produisent.

Claude VILLARD

## PERMALI (Nancy)

## LUTTE VICTORIEUSE POUR LA RÉINTÉGRATION D'UN DÉLÉGUÉ

Après les mesures de chômage partiel, les tentatives du patron pour faire rattraper les jours chômés à la suite des journées d'action de l'EDF, et les ripostes victorieuses qu'y ont donné les travailleurs de Permail, la direction de l'entreprise tentait de briser cette volonté de lutte, d'isoler les travailleurs combattifs.

Elle décidait de muter un syndicaliste CFDT actif, sur un poste où il était éloigné de ses camarades de travail (une machine isolée dans un coin face à un mur) ce qui correspondait à une déqualification. Son poste précédent lui permettait de discuter avec beaucoup de travailleurs, répondre à leurs questions, à leurs problèmes.

La section CFDT et la section CGT ont convoqué une Assemblée Générale pour riposter à cette répression. La direction de la CGT proposait une motion de protestation auprès du CE (Comité d'Entreprise),

précisait qu'elle ne voulait pas se lancer dans des actions «minoritaires, d'irresponsables». Cette attitude de la direction de la CGT a provoqué de vives réactions, beaucoup de militants CGT ont protesté contre une telle position et c'est la lutte qui est adoptée, le débrayage immédiat, jusqu'à la satisfaction de leur revendication. Ce débrayage a été aussi l'occasion de discuter de la répression qui s'exerce aujourd'hui contre les travailleurs en lutte, des militants emprisonnés, de l'attitude des révisionnistes qui dirigent la CGT sur cette question. La direction, face à l'ampleur que prenait le mouvement a dû céder tout de suite. Cette victoire ne peut que renforcer encore plus l'unité des travailleurs dans la lutte contre les idées des révisionnistes et des réformistes qui dirigent ou tentent de diriger leurs syndicats pour les utiliser dans le cadre de leurs projets politiques.

Corr. Nancy

## grève dans les transports en commun de Bordeaux

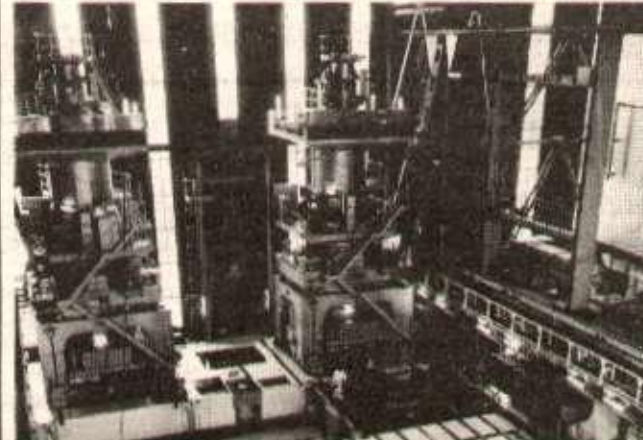
Les employés de la CGFTE (transports en commun de Bordeaux) ont décidé de poursuivre leur lutte jusqu'à Noël. La grève qui avait démarré le 18 décembre a été reconduite par l'Assemblée Générale qui considère les propositions de la direction insuffisantes sur les salaires.

Les conditions de travail sont très difficiles. La vue baisse, l'ouïe s'affaiblit, hernies discales, maladies lombaires, ulcères d'estomac sont le quotidien des tramotins. Cette lutte est aussi une lutte contre toutes ces conditions de travail.

## électricité nucléaire

## DES INVESTISSEMENTS MASSIFS AU MÉPRIS DE TOUTE SÉCURITÉ

Le choix de la bourgeoisie d'investir massivement dans l'électricité nucléaire vient d'être confirmé avec des nuances par la décision prise hier par le conseil d'administration de l'EdF : commande ferme pour 76/77 de sept



centrales, dont deux de 1 300 MW, puis, pour 78/79 de 11 centrales, dont six de 1 300 MW, dont certaines en option, le gouvernement se laissant jusqu'à mi-76 pour confirmer. Le plan annoncé par d'Ornano en février prévoyait 12 000 Mégawatt pour 76/77. Seulement 7 100 sont prévus. Mais le recul que cela indique sera comblé par la tranche suivante. Outre le fait que cette politique globale n'est pas remise en cause, un autre fait mérite d'être dénoncé : 8 centrales de 1 300 MW vont donc être construites. Or, les centrales actuelles, sous licence Westinghouse ont déjà fait la preuve qu'elles n'étaient pas sûres. L'«accident» survenu récemment en Allemagne qui a coûté la vie à deux travailleurs, en est encore une preuve. Or, aucune de ces centrales ne dépasse 900 MW. Que dire alors de centrales presque deux fois plus importantes ? D'autre part, le réchauffement des

eaux de rivière que ces centrales provoqueront sera pratiquement multiplié par deux, en raison du faible rendement des centrales. Et jusqu'à présent aucune étude sérieuse n'a permis de contester le fait que ce réchauffement, en

accentuant la prolifération des bactéries, et en diminuant l'oxygénation de l'eau est très dangereux. Les études, de fait, seront faites en grandeur «nature», avec les dégradations irréversibles que cela risque de comporter. Sans compter le risque

d'accident grave, fusion du cœur du réacteur par exemple, qu'on ne peut rejeter en l'absence d'expérimentation prolongée, et dont les conséquences seraient beaucoup plus graves avec les grosses centrales.

Ce choix de la bourgeoisie suffit à lui seul à balayer tous les discours sur la «qualité de la vie». Compromis entre la volonté de ne pas dépendre des pays producteurs de pétrole, de favoriser la restructuration de la chaudronnerie et de l'électromécanique (principalement dans le but d'exporter des centrales) et les faibles capacités de l'impérialisme français (choix de la filière américaine), ce choix est la preuve de l'incapacité complète de la bourgeoisie à avoir une politique énergétique d'avenir. Pour cette raison, et pour les graves dangers que cela comporte pour notre peuple, c'est la lutte contre l'implantation massive de ces centrales, pour imposer une véritable sécurité sous le contrôle des masses, qu'il faut mener

## GRÈVE AUX NOUVELLES-GALERIES D'ORLÉANS

Les travailleurs et travailleuses des Nouvelles-Galeries d'Orléans sont entrés en lutte et sont en grève depuis mercredi 14 H. La grève est suivie à 90 % au dépôt et à 70 % au magasin qui reste ouvert en cette période de fête à cause de la présence de nombreux temporaires embauchés pour la fin de l'année.

Correspondant Orléans

BORDEAUX  
ORDRE D'ÉVACUATION DE LA SAN-CAZENAVE

Le tribunal de grande instance de Bordeaux a ordonné l'évacuation de l'usine de Belin-Beliet, occupée par les travailleurs depuis le 26 juillet dernier. 48 heures de délai ont été accordées. Si les travailleurs n'obtempèrent pas, le préfet de la Gironde pourrait faire exécuter cet ordre par les forces publiques.

ROUBAIX :  
UN PATRON RÉPRIME UN DÉLÉGUÉ DU PERSONNEL

A Degraeve, filiale d'Hutchinson, un confectionneur est victime d'un grave accident en manipulant les presses. C'est le quatrième accident depuis la rentrée de septembre. La direction préfère risquer la vie des travailleurs plutôt que de remplacer les installations vétustes.

Un délégué du personnel arrive aussitôt sur le lieu de l'accident afin de mener l'enquête. Il est pris à parti par le patron qui tente par tous les moyens de s'opposer à son action. Il trouve l'aide de deux délégués CGT qui insultent le camarade, le menacent de passage à tabac. Ces deux délégués CGT répandent l'idée dans toute la boîte qu'il s'agit d'un accident dû à l'alcoolisme alors que le travailleur accidenté est connu de tous pour sa sobriété. Au début de la semaine, le délégué du personnel reçoit une lettre recommandée de mise à pied, prétexte : «n'avait rien à faire sur le lieu de l'accident et comportement irrévérencieux vis-à-vis du patron». Le lendemain, le patron, accompagné d'un huissier de justice et de deux témoins, un délégué CGT et un CGC, comme le camarade délégué du personnel d'enlever l'affiche qu'il avait posée, relatant les récents événements. Une pétition circule, malgré ces manœuvres, les travailleurs sont décidés à développer le rapport de force vis-à-vis de la direction afin d'obliger le patron à la levée immédiate de la mise à pied.

Correspondant Roubaix

# Portugal

## LA "REMISE EN ORDRE" SE POURSUIT

Une vague répressive s'est abattue sur les organisations démocratiques des soldats et marins avec la dissolution des commissions de soldats et des assemblées d'unité, l'interdiction des assemblées générales et des réunions dans les casernes, le passage en disponibilité de centaines de soldats. Pour légaliser cette vague répressive, on met en place un plan de restructuration des forces armées, ce qui signifie retour à la discipline militaire.

### RÉARMEMENT DE LA GNR

D'après l'un d'entre eux, les commandos qui n'étaient que 650 ont été renforcés par des mercenaires avec une solde très élevée et atteindraient maintenant les 1 500 soldats à Amadora. C'est le réarmement de la garde nationale républicaine, GNR, et de la PSP, anciennes polices salazaristes et leur mise sous les ordres du ministre de l'administration interne. Depuis le 1er décembre se sont multipliées les perquisitions dans les maisons particulières, coopératives, hôpitaux, crèches populaires, usines et même dans les églises de l'Alentejo. De nombreux civils ont été emprisonnés à Caxias où sont enfermés les PIDE, sont mis au secret et leur nombre n'est pas connu. Le motif invoqué de toutes ces perquisitions est de retrouver des armes (qui ne sont jamais apparues).

Le ministre de l'administration interne Vasco Lourenço a déclaré ces derniers jours que les commissions de moradores sont illégales et qu'elles n'ont aucun droit de faire des tribunaux ou des occupations, l'ordre doit bientôt être rétabli.

Dans les milieux ouvriers, les contrats collectifs de travail sont suspendus, les salaires sont bloqués alors que les prix continuent à monter : le tabac, le sucre et l'essence augmentent de 20 %. Pour la première fois depuis le 25 avril, la GNR est intervenue contre des travailleurs en lutte. La montée de la droite dans ce climat de remise en ordre générale, la droite liée aux latifundiaires et de manière ouverte à l'impérialisme

américain relève la tête. Le Parti Démocrate Chrétien ressuscité dans un congrès. Le CDS fait des exigences pour rentrer au gouvernement et dans ses meetings Gavao de Melo «défenseur des PIDE» fait des menaces. Les grands propriétaires et latifundiaires utilisent le mécontentement des petits et moyens paysans pour créer un syndicat des agriculteurs. Dans le Ribatejo, les caciques réactionnaires et propriétaires, avec l'aide de l'armée passent à l'action pour tenter de discréditer les coopératives et reprendre les terres.

### QUELLE RIPOSTE DES TRAVAILLEURS ?

Maintenant, quelles possibilités de s'organiser pour continuer, quelles

perspectives pour ne pas recommencer les erreurs ? Ce sont ces questions que nous avons posées à un certain nombre de commissions de travailleurs, commissions d'habitants, travailleurs de Lisbonne et de la région agricole de Santarem. A partir des réponses qui montrent que les problèmes se posent partout en termes semblables, on peut essayer de voir quelle est la situation dans la classe ouvrière et le peuple. «La classe ouvrière a subi une grave défaite, mais elle n'a pas perdu la guerre». Une grave défaite, dans la mesure où elle comptait beaucoup sur l'appui des officiers progressistes et surtout des soldats de la PM et du RALIS au service du peuple. Face au renforcement et au retour de la discipline dans l'armée, les tra-

vailleurs s'attendent tous à une vague de répression. Mais si elle a grandement pris dans certains endroits à la campagne, dans les entreprises elles-mêmes, rien n'a encore changé. «Il faut en profiter pour s'organiser, pour se préparer à la défense» mais quelle forme de résistance ? Pour les travailleurs de Setubal «la seule solution, c'est la grève, car nous n'avons pas d'armes» mais ce problème de faire front reste posé car «si les travailleurs occupent leur usine et que les commandos arrivent... ils ont déjà montré qu'ils étaient prêts à tirer sur le peuple, ils l'ont même déjà fait». De même pour les travailleurs agricoles des coopératives que faire «si les propriétaires reviennent avec des hommes de main et l'appui de l'école pratique de cavalerie avec ses chars et ses autos mitrailleuses ?». Le PCP en profite pour expliquer que le seul moyen pour éviter un bain de sang comme au Chili est de reculer provisoirement, de faire l'alliance avec la social démocratie contre le fascisme. Mais chez les travailleurs, la volonté de tirer le bilan du 25 novembre pour pouvoir s'organiser est importante. Les récentes élections pour le programme de la commission de travailleurs de Setenave caractérisent la situation actuelle. Sur 4000 travailleurs, 1900 seulement ont voté. On a dénombré 400 bulletins blancs, 850 pour le programme présenté par le PCP, 650 pour les pro-

grammes des révolutionnaires (trois différents). Un travailleur nous explique «Les partis politiques divisent la classe ouvrière, ils mènent leur propre politique et non celle des travailleurs» un autre répondant «Les commissions de travailleurs appartiennent aux travailleurs et elles sont accaparées par les partis qui se battent entre eux et elles ne sont pas prêtes à l'action...»

Ces sentiments qui existaient dans la classe ouvrière se sont renforcés après le 25 novembre et au cours des événements les travailleurs ont ressenti la nécessité d'une organisation capable de diriger la lutte et tous nous disent et nous répètent : «Il faut avoir un seul parti pour tous les travailleurs et en ce moment aucun parti ne défend la classe ouvrière» mais quel sera ce parti ? Ce n'est pas encore bien clair mais la question est posée et discutée dans la classe ouvrière. Est-ce le «regroupement de tous les partis qui sont dans la classe ouvrière» comme le propose un ouvrier agricole, ou bien «Une organisation qui naîtra d'une coordination des commissions de travailleurs ?» répond un autre travailleur. Dans toutes les conversations que ce sujet suscite, il apparaît une grande confusion, une certaine incapacité immédiate à une riposte organisée et forte de toute la classe ouvrière, mais une chose est certaine, la volonté de lutte de la classe ouvrière.



Le temps où les soldats faisaient la chasse aux résidus de la police salazariste est révolu ; aujourd'hui le gouvernement réarme GNR et PSP...

### SOFIA: CRIMES ET RETOUR DU CAPITALISME

«Si 60 % des jeunes traduits devant les tribunaux sont membres d'une bande de quartier cela est dû au fait que les campagnes sont désertées et que les paysans viennent en grand nombre travailler dans les villes». Non ce n'est pas Poniatowski, qui parle ! Vous êtes à Sofia, capitale de la Bulgarie, et ceux que vous entendez sont des «criminologues» de tous les pays Est Européens. Il y a des crimes comme ici, et des gens pour dire que les jeunes du peuple sont les principaux criminels comme ici. Bref ce ne sont pas des pays socialistes, mais des pays capitalistes comme ici. Ce qu'ils reconnaissent d'ailleurs. Pourquoi les paysans doivent-ils en URSS, comme en France, quitter la campagne, sinon pour vendre leur force de travail ?

### PALESTINE OCCUPÉE: COMBATS ET MANIFESTATIONS DE MASSE

Au cours de la première quinzaine de décembre de nombreuses opérations ont été organisées par la Résistance Palestinienne, dans l'ensemble des territoires occupés, notamment dans la région de Gaza de Jérusalem, et de Nazareth. Le nombre des opérations et leur dispersion sur le territoire sont la preuve que la résistance est solidement enracinée dans les territoires occupés aussi bien ceux occupés depuis 1948, que ceux occupés depuis 1967. L'action armée est combinée à d'importantes luttes de masse depuis plusieurs semaines les manifestations se poursuivent à Naplouse, «contre les tentatives d'implantation de colons sionistes et contre le projet de création d'une administration fantoche» précise Wafa. Ces manifestations provoquent de nombreux heurts entre les manifestants et les forces israéliennes. Les 15 et 16 décembre les manifestants ont distribué des tracts portant l'emblème de l'OLP et ils brandissaient des drapeaux palestiniens.

## NORD-SUD statu quo jusqu'au 26 janvier

(suite de la p. 1). Il a, d'autre part, précisé : «Je pense que la revalorisation et le maintien du pouvoir d'achat des recettes d'exportation des pays en voie de développement, par des schémas appropriés d'indexation, constitue un thème majeur pour la commission de l'énergie et celles des matières premières. Le transfert des ressources réelles ainsi que les formes, conditions et moyens par lesquels la maîtrise technologique et l'industrialisation des pays du Tiers Monde peuvent s'accomplir, devraient être l'objet principal des travaux de la commission du développement. Enfin, la quatrième commission pourrait notamment définir des conditions de fonctionnement d'un système monétaire et financier international résolument conçu en vue de favoriser le développement des pays du Tiers Monde»

Définissant ainsi ce que devrait être l'objet de chacune des quatre commissions et soulignant combien ces commissions sont liées entre elles, le Tiers Monde réclame qu'à l'issue de cette confé-

rence, les commissions aient leur programme de travail précis et les co-présidents leurs pouvoirs définis (chaque commission est co-présidée par un pays riche et un pays pauvre. USA et Arabie Saoudite pour l'Énergie, Iran et CEE pour les finances, Pérou et Japon pour les matières premières et Algérie et CEE pour le développement). Sur ce point, la déclaration finale n'a pas avancé : elle fixe un calendrier, mais ne précise nullement les mandats.

«Les commissions commenceront leurs travaux le 11 février 1976. La préparation pour les travaux des quatre commissions, après consultation des autres participants à la conférence. Cette réunion aura lieu le 26 janvier 1976, dans le cadre des orientations générales indiquées aux paragraphes 10 à 14 de la déclaration finale de la deuxième réunion préparatoire qui ont été approuvées par la Conférence». En d'autres termes, on s'en tient aux vagues formules d'octobre 1975 qui faisaient office de définition des mandats

des commissions. Le problème de fond est donc de nouveau reporté au 26 janvier, sans être réglé. Les puissances impérialistes ont donc tout fait pour que ce problème de fond ne soit pas abordé. Devant cette politique de «fuite en avant», l'Algérie et les pays du Tiers-Monde sont décidés à continuer la lutte. Le problème, pour eux, devait être abordé, conscients qu'il ne pourra être définitivement réglé dans le cadre d'une conférence aux 2/3 consacrée à l'audition des discours de chaque délégation. Répondant à une question que nous lui posions sur les tentatives faites par les puissances impérialistes, de toujours repousser les problèmes de fond, Monsieur Ait Chalal, chef adjoint de la délégation algérienne à la conférence «nord-sud» nous a répondu : «on a beau retarder les échéances, il arrivera le jour où il faudra aborder les problèmes de fond. On ne peut mener des négociations de cette importance en faisant une politique de l'autruche». Selon M. Ait Chalal, la proposition algérienne permet seule d'assurer

le dialogue «nord-sud» : «le cadre le plus adéquat pour définir le mandat et les orientations générales à donner aux commissions est le cadre politique. Demain, au niveau des fonctionnaires, si les directives ne sont pas précises, on assistera à des obstacles, les fonctionnaires seraient obligés dès qu'apparaîtrait un obstacle d'ajourner cette réunion. C'est donc dans un souci d'efficacité que la proposition algérienne a été faite.»

Quant au communiqué final, le chef-adjoint de la délégation algérienne affirme que c'est un texte de compromis, et que l'Algérie et les pays du Tiers-Monde poseront, le 26 janvier prochain, la question de l'organisation du travail et des mandats des commissions. Il ne faisait, somme toute, que nous traduire le sentiment de toutes les délégations du Tiers-Monde : la lutte du Tiers-Monde doit continuer, et la condition essentielle à sa victoire est l'unité.

Camille Noël

# l'indemnisation des chômeurs

Nous avons vu hier (n°63), les conditions d'attribution des allocations d'Aide Publique. Aujourd'hui, nous parlerons du taux de ces allocations et des conditions d'attribution des allocations ASSEDIC.

## LE TAUX DES ALLOCATIONS D'AIDE PUBLIQUE

a - Pendant les 3 premiers mois : 12 F + 4,80 F par personne à charge à l'exclusion des enfants donnant droit aux prestations familiales. Mais le travailleur de moins de 18 ans et vivant chez ses parents, ne touche que 4,80 F, s'il n'est pas chef de famille. Il a pourtant travaillé exactement comme les autres.

b - après 3 mois :

Ces allocations ne sont plus versées si «les ressources de toute nature», à l'exclusion quand même des allocations familiales et de l'allocation ASSEDIC dépassent un certain plafond, variable mais qui se situe actuellement, pour un chômage isolé autour de 21 F. Donc, pour toucher 360 F d'Aide Publique (après + de 3 mois de chômage), il faut vraiment être dans la misère. Ces

allocations diminuent régulièrement au fur et à mesure que la période de chômage augmente :

- à partir du 4<sup>e</sup> mois si les conditions de ces ressources sont remplies : 11F

lettres de l'Agence leur demandant s'ils réclamaient un emploi seront radiés automatiquement même s'ils pointent toujours, d'où perte des Allocations Familiales et de la Sécurité Sociale.

des collectivités publiques, de l'Etat, etc... sont exclus de ce régime et doivent réclamer à leur employeur une allocation pour perte d'emploi.

Il faut avoir été salarié (autre qu'employé de maison) pendant au moins 91 jours ou à défaut avoir effectué 520h de travail au cours des 12 mois précédant la date de la dernière rupture de contrat de travail. Donc est encore une fois éliminée une catégorie de travailleurs particulièrement exploités.

Etre inscrit comme demandeur d'emploi et n'avoir pas dépassé 65 ans. Là non plus, on n'aime pas les travailleurs âgés.

Pendant certaines catégories socio-professionnelles ont un régime spécial. En particulier, les intérimaires qui là, encore sont défavorisés, puisque, pour bénéficier de l'ASSEDIC ils doivent avoir au moins travaillé 1000h dans l'année. Par ailleurs, les concierges, travailleurs à domicile, VRP intermittants, eux aussi sont soumis à des règles spéciales. Nous aborderons dans un prochain numéro, la question des taux d'attribution de cette allocation.



LE COUP DE FORCE DE LA CIRCULAIRE MÉTAIS

LES ALLOCATIONS DU RÉGIME D'ASSURANCE CHÔMAGE (UNEDIC ASSEDIC)

A l'heure actuelle un des objectifs prioritaire des comités de lutte contre le chômage est l'abrogation de la circulaire «Métais» (du nom du directeur national des ANPE).

Cette circulaire prévoit en effet que les chômeurs non secourus pendant 6 mois et n'ayant pas répondu à des

Le taux total de la cotisation sur les salaires est de 2,40% à l'heure actuelle. Le salarié voit donc directement retenu 0,48% de son salaire brut pour l'ASSEDIC. Le patron devant verser directement à l'ASSEDIC le reste. Attention : les travailleurs

## programme

### SAMEDI 20 DÉCEMBRE

TF 1  
14 h 50 - SAMEDI EST A VOUS  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 40 - NUMERO UN : JOE DASSIN  
21 h 40 - «NE COUPEZ PAS MES ARBRES» - comédie  
23 h 30 - JOURNAL

A2  
14 h 05 - SAMEDI DANS FAUTEUIL  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SPLENDEURS ET MISERE DES COURTISANES  
23 h 25 - JOURNAL

FR 3  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - UN HOMME, UN EVENEMENT  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 30 - «LES PEUPLIERS DE LA PRETENTATIVE»  
21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES  
21 h 50 - JOURNAL

### DIMANCHE 21 DÉCEMBRE

TF 1  
14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE  
15 h 45 - DIRECT A LA UNE  
16 h 45 - «LA DISPARITION DU VOL 412» - film de Jud Taylor  
18 h 15 - LE MEDECIN MALGRÉ LUI  
19 h 15 - LES ANIMAUX DU MONDE  
19 h 45 - JOURNAL  
20 h 30 - «LE GENDARME DE SAINT-TROPEZ» film de J. Giraud (1964)  
22 h 00 - POUR LE CINEMA  
23 h 00 - JOURNAL

A 2  
14 h 50 - LES AVENTURES DE TOM SAWYER  
16 h 05 - NAISSANCE DU CINEMATOGRAPHE  
17 h 44 - AU PAYS DE LA MONTAGNE SACREE  
17 h 30 - TICKET DE RETRO  
19 h 15 - SYSTEME 2  
20 h 00 - JOURNAL  
21 h 40 - UN TAXI POUR TOBROUK  
20 h 05 - JOURNAL

FR 3  
19 h 00 - LAVIESAUVAGE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 55 - LES ANNEES EPIQUES DU CINEMA  
20 h 30 - PAYS SHOW  
22 h 00 - JOURNAL

## NOTRE SÉLECTION

\* «Splendeurs et misères des courtisanes» et avec «Les illusions perdues», dont c'est le prolongement, une des pièces maitresses de la description que Balzac a fait de la société bourgeoise des années 1830, description rassemblée dans cette gigantesque fresque qu'est «la comédie humaine». Samedi soir, sur l'A2, débute le feuilleton qu'en a tiré Maurice Cazeneuve. Ne serait-ce que sous son aspect historique, ce feuilleton mérite d'être suivi.

**feuilleton**

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

# LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

*Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.*

**DANS LES FOSSES LE RENDEMENT AU MÉPRIS DE LA VIE DES MINEURS**

### UNE CHALEUR INSOUTENABLE

Les abatteurs rentrent dans la taille en se pliant car elle ne fait qu'un mètre de haut. Plus ils s'enfoncent, plus il fait chaud. Une chaleur lourde, humide, difficilement supportable y règne. Elle provient de l'insuffisance de l'aération, rien que d'avancer, les gars sont en sueur. A l'entrée de la taille, il fait au moins 30°, 35° au fond : les mineurs sont torse nu, souvent en slip.

«Quand je rentre, je ne peux plus endurer le feu. On ne fait plus de feu à la maison, tellement il fait

chaud au fond. C'est honteux de nous faire travailler dans une chaleur pareille... En slip qu'on travaille. Oui, en slip. Le premier jour que je suis descendu à la mine, je n'avais jamais vu ça : travailler en slip. Et alors, on sue, on sue».

Une fois, dans la taille, il faisait 48° : «je suis tombé inanimé. On m'a remonté au fond, j'étais le 32°» (un rescapé de la fosse 3).

Tant que les mineurs ne tombent pas inanimés, les Houillères s'en moquent. Ils peuvent travailler ! Le code minier écrit : «Sauf exception motivée, la vitesse de courant d'air au lieu de travail doit être telle que la température au thermomètre sec et au soit en rapport avec le travail à fournir» (art. 146 - § 1). C'est d'une précision exemplaire !

### LE MINEUR AU FOND, IL EST CHANGÉ

Dans la taille, le porion répartit les bidules entre les abatteurs. Le rabot commence sa première passe et le soutènement marchant se met en route.

L'abattage est le travail où le salaire est plus élevé, avec la prime au rendement. Mais c'est aussi le plus pénible : «Tous les ans, parce que j'étais en bonne santé, l'ingénieur

mé marquait : «au front» (au front de taille - NDLR), comme à l'armée, on va au front. Et moi, je faisais des pieds et des mains pour revenir en arrière. «Au front», t'es payé un peu plus. T'as deux litres de lait en plus mais tu te mines la santé. C'est comme pour les chevaux\*, quand il y en avait un de docile, les gars prenaient celui-là le matin, puis les gars de l'après-midi aussi, et le soir encore. Ce qui fait que le soir, il était complètement crevé et les autres chevaux qui étaient en forme, lui prenaient de force sa nourriture».

Dès que l'abattage commence, les gars ne pensent plus qu'au boulot. Maintenant, il n'est plus question de discuter. D'abord, à cause du bruit des machines, mais surtout, parce qu'il n'y a pas de temps à perdre. Chacun réfléchit pour savoir où il en était hier, avant que les deux autres postes prennent la relève :

«Le mineurs au fond, c'est spécial, au jour et au fond, tu ne le reconnais pas. Faut voir comment ça se passe. Aussitôt que tu arrives, tu es pointé par le porion qui marque d'une croix : «présent». Tu ne penses qu'au boulot, tu sais que ça va gueuler de partout, que tu vas en \* autrefois, on utilisait des chevaux dans les mines.

entendre parler dans tes oreilles. Aussitôt, c'est «ahue, ahue\*\*...». Le brique (casse-croûte) normalement doit durer 25 minutes, mais on n'arrête pas, on le fait dans la poussière. Tu ne penses qu'au boulot, tu ne penses qu'à ça. Tu y penses parce que c'est dangereux, tu dois tout le temps faire attention. C'est comme à l'armée en temps de guerre, tu dois faire attention,



Tu peux recevoir un caillou, n'importe quoi...

Un gars, au fond, tu essaies de lui parler des tracts ou de n'importe quoi, il t'enverra souvent ballader, il est au boulot ; au jour, c'est pas pareil, il dira : oui, c'est intéressant...  
\*\*«Ahue» : cri poussé par les porions pour inciter les migeurs à augmenter les cadences. Autrefois, on l'utilisait pour les chevaux.

sant... Mais au fond, on ne pense pas au jour.

Avec un camarade, au jour, tu peux parler... au fond, il est «ensorcelé».

Quand tu reprends le travail, tu ne sais pas ce que tu vas trouver parce qu'il y a eu des postes avant toi, tu ne sais pas comment le gars qui t'a remplacé a travaillé. Tu dois inspecter avant... la

première heure, c'est sacré pour moi, je calcule mon «jeu», après seulement, j'ai confiance... avant je «ravise».

A la fosse, il faut avoir les yeux partout, il faudrait en avoir derrière la tête. Au fond, c'est comme «au feu», il faut s'y habituer... (il faut des années pour apprendre le métier de mineur, c'est un art qui se perd)». (à suivre)

**international**

# Liban les phalanges relancent la guerre

SUITE DE LA UNE

Ils cherchent par là à faire entrer dans le conflit une région jusque là épargnée : région du Chouf proche de Beyrouth, dans la montagne ; les habitants de Kahlale, seuls phalangistes dans la région, posent des barrages sur la route, la seule permettant de passer de la montagne à Beyrouth. Ce sont les habitants de toute une région qui sont visés par ces barrages. La plupart de ces habitants sont druzes et orthodoxes. Jusqu'à présent, ils ont souligné leur solidarité à la Révolution Palestinienne et leur volonté de garder l'intégrité du Liban.

Ces nouveaux événements ne peuvent que rallumer les combats à Beyrouth, car pour passer de Beyrouth à cette partie de

la montagne, il faut passer par Ain Remmaneh ou par Chiah. Et dans ces deux quartiers, des barrages ont été placés pour contrôler les passages, les barrages ne peuvent qu'entraîner des affrontements entre ces deux quartiers.

## LA DROITE RÉACTIONNAIRE CONTRE LA RÉSISTANCE

Au même moment où les forces de droite au Liban cherchent à relancer les combats, les sionistes survolent le Liban, sans doute pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il attaque la Résistance : le président Sleiman Frangié, chrétien réactionnaire, ne tarde pas à le faire en prétendant que la Résistance intervient dans

le conflit. Mais la position de la Résistance est claire : ce conflit ne la concerne que dans la mesure où les forces de droite cherchent à la faire intervenir. La Résistance a montré clairement sa position en cherchant par tous les moyens à faire cesser les combats et le dernier cessez-le-feu n'a été possible qu'à cause de son initiative.

A présent Sleiman Frangié cherche de nouveau à «arabiser» le conflit en demandant une intervention des pays arabes, car il sait bien que «l'arabisation» du conflit libanais amènera à discuter la présence palestinienne au Liban, comme l'a démontré la tentative «d'arabisation» précédente.

Yomna el Khalil

## Espagne : les commandos du Christ Roi tirent sur une manifestation

5 000 personnes manifestent dans les rues de Madrid, pour la libération de tous les détenus politiques. Tout à coup, des coups de feu : ce sont les commandos du Christ-Roi, l'organisation armée des franquistes, qui viennent de tirer. Au moins deux personnes sont gravement blessées, dont l'une, un professeur, a dû être opéré d'urgence. La police qui jusque là avait suivi la manifestation sans intervenir s'est précipitée pour disperser brutalement la manifestation.

Les franquistes du Christ-Roi se sont particulièrement agités depuis quelques mois. Lorsque l'état d'urgence a été décrété au pays basque au début de l'année, ces commandos sillonnaient le pays, multipliant les attentats, les assassinats contre les militants basques, ou même ceux qui étaient soupçonnés de l'être. On se souvient que, il y a quelques semaines, des membres de ces commandos molestèrent la mère et la sœur de Otáegui, assassiné le 27 septembre à l'aube avec quatre autres camarades sur l'ordre du bourreau agonisant. Au cours des derniers mois, ils ont commis à plusieurs reprises des attentats en France même, sans que la police de Poniatowski les inquiète.

Aujourd'hui, quand des milliers de personnes parviennent à organiser des manifestations pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques, ils peuvent impunément poursuivre leur œuvre de terreur.

Mais ils sont impuissants à briser le mouvement de révolte contre le régime franquiste qui soulève des couches de plus en plus larges parmi les peuples d'Espagne.

## Maroc : OMAR BEN JELLOUN, dirigeant de l'UNFP ASSASSINÉ

Omar Ben Jelloun a été assassiné alors qu'il sortait de chez lui, jeudi après-midi à Casablanca. «Fortuitement», des policiers se trouvaient sur place et ont pu arrêter l'assassin et ses complices.

Omar Ben Jelloun était l'un des dirigeants de la gauche les plus connus. Avec Mehdi Ben Barka, il avait fondé en 1959, l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP). Condamné à mort en 1963, il sera gracié. A partir de 1965, il participe à tous les procès politiques, tantôt comme avocat de la défense, tantôt comme accusé. Il est notamment

conseillers français : le prisonnier est enfermé dans un sac et plongé dans l'océan, puis sorti, puis replongé. Jamais Omar ne portera tort à son organisation, jamais il ne plia sous la torture.

C'est chaque jour que des prisonniers sont torturés dans les prisons du roi. Dans la dernière période, Abdi Mohammed de Casablanca et 12 autres détenus ont été liquidés. 477 prisonniers jugés ou non, parfois même acquittés sont aujourd'hui dans les prisons.

Cependant depuis plusieurs mois, cet opposant courageux s'alignait sur le



Omar Dakhoun, exécuté avec quinze de ses camarades, lors du procès de Kenitra

accusé lors du procès de Kenitra en 1973 : 16 militants passaient en procès pour avoir organisé des actions armées. Plusieurs seront condamnés à mort à cette occasion, notamment le militant ouvrier Omar Dakhoun, dont l'attitude courageuse devant ses bourreaux aux côtés de ses camarades fut exemplaire.

Bien que reconnu non coupable, et défendu par Omar Dakhoun lui-même au cours du procès, Omar Ben Jelloun subit les mêmes tortures que les autres prisonniers politiques. En particulier, celle mise au point par les services de Hassan, guidés par les

roi : il s'était fait l'un des plus virulents propagandistes de l'annexion du Sahara occidental, il acceptait d'organiser sous la houlette du roi une union sacrée de la plus grande partie des organisations politiques contre les droits du peuple saharoui, développant une politique chauvine.

Si l'opposition marocaine a pu croire que cette union sacrée lui permettait d'obtenir une place aux côtés de Hassan, le crime contre Ben Jelloun nous montre que la vie de tout opposant est très précaire sous le régime de ce bourreau sanglant.

## Argentine :

### L'ARMÉE VA-T-ELLE ASSUMER SEULE LE POUVOIR ?

La journée de jeudi a été marquée par divers mouvements de rébellion dans l'armée de l'air argentine : des bases (Moron, Mendoza, San Luis) ont été occupées ainsi que trois stations de radio. Les militaires en rébellion dénoncent « l'inaptitude et l'immoralité des autorités nationales élues et veulent un «gouvernement national anti-communiste et chrétien».

A l'heure actuelle, la situation semble encore confuse : le fait même que les militaires aient accepté l'ouverture de négociations avec le gouvernement montre qu'il s'agit moins d'un véritable coup d'Etat que de précipiter le départ d'Isabelita Perón et d'entrer dans une phase active de la répression généralisée contre les secteurs progressistes du pays. En effet, ce coup d'Etat s'inscrit dans la logique de la militarisation croissante de la vie politique du pays, puisque les militaires contrôlent directement plus de six provinces et qu'ils ont déjà affirmé leur volonté de combattre non seulement la guérilla de l'ERP (Armée Révolutionnaire Populaire), mais surtout la guérilla urbaine et la «subversion communiste». Ce «coup d'Etat», quel que soit son issue dans l'immédiat est le signe de la décomposition croissante du régime et de son incapacité à faire face aux difficultés : 340 % de taux d'inflation en 75, persistance de lut-

tes ouvrières pour le pouvoir d'achat, opposition croissante, au cours de ces luttes, à la bureaucratie syndicale liée à l'appareil d'Etat, plus de 700 assassinats en un an, dont celui il y a à peine deux jours d'Alberto Campos, dirigeant syndicaliste, etc.

Le parti de la présidente est de plus en plus isolé : le FREJULI (Front Justicialiste de Libération) vient de quitter la coalition gouvernementale. D'autre part, les rumeurs persistantes la semaine dernière à Buenos Aires sur le retour de Lopez Rega peu après l'annonce de poursuites judiciaires contre lui, pour corruption dans la gestion des affaires, visaient clairement à isoler encore plus le «bun-

kers» de la présidente. Mais entre ces tendances qui se disputent le pouvoir aujourd'hui en Argentine, il y a bien des liens : car l'intervention croissante de l'armée a été acceptée, voire demandée ces derniers mois par ceux-là même qui risquent d'en faire les frais. Ce qui est en question en Argentine, c'est faire taire les masses et remettre en ordre le pays : les militaires discrédités en 73 ont repassé la main à Campora puis Perón dans ce but ; aujourd'hui, cette carte a perdu sa crédibilité et son efficacité, les militaires sont donc obligés d'intervenir de nouveau directement en aggravant la répression.

Hélène Varjac

### TIMOR : UN GOUVERNEMENT FANTÔCHE TANDIS QUE LE FRETILIN CONTRÔLE LA PLUS GRANDE PARTIE DU TERRITOIRE

Sous la protection des troupes indonésiennes qui ont débarqué dans la capitale Dilli, l'Association Populaire Démocratique de Timor vient de créer «un gouvernement». Ce gouvernement n'est qu'une baudruche qui ne représente en rien le peuple de Timor, quand celui-ci lutte contre l'invasion, pour la défense de la République Démocratique de Timor, fondée le 27 novembre à l'occasion de l'indépendance.

Le vice président de la république démocratique de Timor Oriental a déclaré à la radio nationale que le Front de Libération de Timor-Est contrôle la plus grande partie de Timor-Est. Les forces du Fretilin ont déclenché plusieurs attaques contre Dilli, la capitale occupée par les troupes indonésiennes. Au cours des attaques le 14 décembre 150 envahisseurs ont été tués. Des combats ont eu lieu également dans la région du port de Boucau, où chaque jour 40 à 50 soldats indonésiens sont tués.

## le film sur «les camps de travail» en URSS UN DÉMENTI QUI NE DÉMENT RIEN DU TOUT

Une semaine après la projection d'un film à la télévision française sur les conditions de détention des prisonniers politiques en URSS, la Pravda publie enfin un article titré «Un faux grossier».

Si le gouvernement soviétique a pris une semaine pour répondre c'est sans doute pour prendre soigneusement le temps de vérifier qu'aucun camp de travail, qu'aucun hôpital psychiatrique ne détenaient des prisonniers politiques et l'affirmer clairement et hautement. Pas le moins du monde. La Pravda se contente d'affirmer que le document est faux. Un point c'est tout. Elle serait bien en peine, de nier la réalité des conditions de détention de tous ceux qui croupissent dans les camps parce qu'ils se révoltent contre les conditions de vie et de travail d'un pouvoir qui a rétabli les conditions d'exploitation du capitalisme, qui se sont révoltés contre l'agression en Tchécoslovaquie, elle

est bien en peine de nier la réalité des conditions de détention de tous ceux qui sont enfermés dans des hôpitaux psychiatriques qui dépendent directement du ministère de l'intérieur et non pas comme cela pourrait paraître normal du ministère de la santé. Que le film soit «un faux» ou non, ce n'est pas la question qui nous importe, ce qui importe, c'est que la réalité qu'il décrit est exacte : c'est la répression contre les ouvriers en grève, contre les minorités nationales, et cela la Pravda ne le nie pas.

Ce que vise au fond le gouvernement soviétique dans cet article, c'est le gouvernement français. Au départ l'ambassade d'URSS en France avait parlé de «geste inamical». Face à l'absence de réaction du gouvernement qui se garde bien de désavouer sa télévision, le gouvernement soviétique parle «d'ignobles invectives anti-soviétiques». Nous faisons ce que nous voulons chez

nous, les rapports entre nos deux États sont ceux de la «détente». A l'heure où l'URSS tente de s'assurer des positions solides en Europe contre les USA, toute position de l'impérialisme français allant à l'encontre de ses intérêts de super-puissance l'inquiète. Les millions d'hommes, les milliers de chars massés aux frontières de l'Europe Centrale ne suffisent pas à lui assurer ce qu'elle appelle «la sécurité européenne».

Le gouvernement soviétique en profite au passage pour rappeler à l'ordre le P«C»F qui à la projection du film, en plein moment de sa campagne sur les «libertés», avait réclamé immédiatement un démenti de l'URSS. Tout désaveu du masque «socialiste» dont se prévaut l'URSS de Brejnev n'est pas toléré même chez ceux qui comme le P«C»F sont en France les seuls successeurs du régime.

Joëlle FÉCLAZ